



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



**Centre
d'analyse
stratégique**



Programme de travail 2012

DÉVELOPPEMENT DURABLE

ÉCONOMIE FINANCES

QUESTIONS SOCIALES

TRAVAIL EMPLOI

www.strategie.gouv.fr

Centre d'analyse stratégique - 18, rue de Martignac - 75700 Paris SP 07 - Tél. 01 42 75 60 00 - strategie@strategie.gouv.fr

■ Présentation générale

Le programme du Centre d'analyse stratégique pour l'année 2012 a été bâti autour d'un certain nombre de "fils rouges", qui n'épuisent naturellement pas l'ensemble des sujets traités. On cherchera notamment à traiter les questions suivantes :

- ▶ Face à la crise économique, quelles réponses à court terme, quelle politique de moyen terme pour retrouver un sentier de croissance durable et riche en emplois ?
- ▶ Quelles stratégies adopter, en France et en Europe, vis-à-vis du rééquilibrage de l'économie mondiale en faveur de l'Asie et des pays émergents (les BRICS) ?
- ▶ Comment satisfaire la demande sociale sans cesse croissante de couverture des risques dans un contexte de ressources publiques rares ?
- ▶ Comment la généralisation d'Internet et la montée en puissance des réseaux sociaux affectent-elles la société, et comment les pouvoirs publics doivent-ils y répondre (l'"agent public 2.0") ?

En termes de méthode, le Centre apportera, comme en 2011, une perspective internationale à la plupart de ses travaux. Pour cela il privilégiera les comparaisons internationales et les exemples étrangers dans ses études. Il nouera ou poursuivra les partenariats avec les instituts gouvernementaux ou non ("*think tanks*") issus de différents pays, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, les États-Unis, le Canada, la Chine, et bien sûr avec la Commission européenne.

Le Centre poursuivra en 2012 sa politique, initiée en 2011, d'études de nature universitaire confiées à des organismes extérieurs par le biais d'appels d'offres. Ces études, qui portent sur des sujets précis tirés de l'ensemble du champ des travaux du Centre, visent à mobiliser les capacités d'expertise issues d'organismes divers (universités, cabinets d'études, associations spécialisées...) en les adaptant aux besoins de la décision publique.

Enfin, au-delà de ses publications sous forme de notes et de rapports, le Centre organisera un ensemble de colloques selon des formats variés : colloque international de rentrée en matière économique comme les deux années passées, ensemble de manifestations organisées souvent en partenariat avec d'autres administrations ou organismes publics, rencontres plus informelles destinées à encourager les échanges sur des sujets très variés (par exemple les "Rendez-vous du CAS" portant chaque mois sur un ouvrage récemment paru).

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



■ Principaux axes

En 2012, le Centre d'analyse stratégique continuera son travail prospectif d'**identification des technologies qui constitueront le moteur de la croissance** après la crise et nourriront le développement durable de demain : avenir du "mix énergétique" en France à l'horizon 2050, coopération énergétique, utilisation de la biomasse, nanotechnologies, etc.

Nous mènerons une série d'analyses sur les **instruments de régulation à mettre en place pour favoriser le développement durable** tout en promouvant une économie compétitive : transferts technologiques, développement des *start-ups* numériques, gestion de l'eau, terres rares, notamment.

Nous continuerons également à travailler sur l'**évolution des comportements en matière de développement durable** (incitations comportementales aux économies d'énergie domestique, par exemple).

Nous procéderons à un suivi et à une analyse des **principales négociations internationales dans le domaine de l'environnement** ("Rio+20", changement climatique).

Dans le contexte né de la crise économique, nous nous intéresserons aux **relations coopératives et non coopératives entre pays, et leurs conséquences sur les grands déséquilibres (*global imbalances*)** : enjeu de la convergence réelle en Europe, inflation/déflation.

Nous consacrerons une série de travaux à la question, cruciale pour la croissance, de l'**investissement**, que ce soit du point de vue des entreprises (comment favoriser la prise de risque ? où en est l'évolution du financement de l'économie par les banques ?) ou de celui de l'État investisseur.

Une série de travaux seront consacrés à l'ensemble des **outils de pilotage de l'économie dont dispose l'État** aujourd'hui, l'enjeu étant d'assurer à la fois une efficacité maximale des politiques et une meilleure gestion des dépenses publiques : comparaison internationale en matière de dépenses publiques, possibilité de mutualisation de certaines dépenses au niveau européen, par exemple.

Le thème de la **famille** sera traité sous l'angle de l'accueil des enfants (de la crèche à 12 ans), avec un accent mis notamment sur l'impact des recompositions familiales sur les politiques publiques. Les familles monoparentales feront l'objet de travaux spécifiques.

Le champ de la **santé** sera abordé au travers de thèmes variés, notamment les modes de dispensation du médicament, la “protocolisation” des soins, la libre circulation des professionnels de santé ou la médecine prédictive.

Les **métiers de la dépendance** seront également abordés, de même que la question de la **scolarisation des enfants handicapés**.

En matière de **logement**, nous mènerons, dans une perspective internationale, une analyse des droits et devoirs respectifs des bailleurs et des locataires.

Le thème de l'**éducation** sera traité à travers le mal-être scolaire, le développement de “l'éducation hors l'école” (tutorat, soutien scolaire...) et la question des modes d'évaluation des élèves, dans une approche internationale.

La **jeunesse** sera étudiée au prisme de cette “génération Y” (qui a grandi avec le numérique) dont on commence à mieux saisir les spécificités et les attentes. Nous nous intéresserons également à la régulation des incitations nouvelles, entre autre publicitaires, dont les enfants et adolescents sont la cible. Enfin, nous consacrerons une étude aux transferts financiers entre générations.

En matière d'**enseignement supérieur**, nous nous livrerons en particulier à un travail prospectif sur le paysage universitaire français à l'horizon 2020 (grandes orientations de l'enseignement supérieur, évolution de l'Université).

La **politique de la ville** fera l'objet d'une attention particulière, centrée sur des comparaisons avec d'autres pays européens et les États-Unis. Un point spécifique sera fait sur la question du bruit, nuisance dont on sait qu'elle est devenue un élément perturbateur central de la vie contemporaine, en milieu urbain et périurbain.

Les **relations entre les administrations, en particulier sociales, et les usagers** seront abordées sous différents angles (logique nouvelle de “coproduction” de services, paiement des prestations sociales à bon droit, accès aux services bancaires et d'assurances de personnes souffrant d'affections de longue durée).

La question des **politiques d'accès à la culture**, comme celle de la pratique du sport en entreprise, bénéficieront de travaux *ad hoc*.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



Nous aborderons des sujets dotés d'une dimension éthique voire philosophique, comme la **cyberprotection**, le **neurodroit**, la **philanthropie d'entreprise**, la **prévention de la solitude**.

Dans un contexte de chômage persistant, nous nous intéresserons au **fonctionnement du marché du travail** : comparaison internationale des ajustements de l'emploi pendant la crise, effets d'hystérèse, analyse de la segmentation du marché du travail en France, égalité professionnelle hommes / femmes, orientation professionnelle, etc.

La question de la **compétitivité et de l'emploi** sera abordée à la fois sous l'angle de la compétitivité-prix (influence de l'évolution des salaires dans les pays émergents sur l'emploi et les salaires en France) et sous celui de la compétitivité hors prix (comparaison France-Allemagne, notamment, en ce qui concerne le rôle du capital organisationnel et d'innovation dans la compétitivité des entreprises).

Nous nous intéresserons aux **nouveaux modes d'action de la politique de l'emploi et du travail** : développement des dispositifs individuels dans les politiques d'emploi, micro-crédit et emploi, mécanismes complémentaires, alternatifs ou dérogatoires à la négociation sociale "classique" avec les syndicats (référendum, conciliation, négociation avec les élus du personnel...), etc.

Nous étudierons l'**impact des technologies de l'information sur le champ du travail et de l'emploi par secteur** : pratique du télétravail, influence des nouveaux outils (internet, réseaux sociaux, blogs) sur le syndicalisme et la représentation collective des salariés.

Nous poursuivrons nos **travaux sectoriels sur les métiers et l'emploi**, avec notamment la publication du rapport sur la prospective des métiers et des qualifications (PMQ IV, "Les métiers en 2020"), la production de notes récurrentes (sur "Les métiers en 2011", sur "Les secteurs porteurs") et un travail de prospective sur le secteur de la construction et des activités immobilières.

Enfin, plusieurs départements du Centre d'analyse stratégique mèneront une réflexion d'ensemble sur l'évolution du travail des agents publics avec l'avènement des technologies de l'information et de la communication : "**Agent public 2.0**".

Développement durable

Les travaux s'organiseront autour de quatre axes principaux :

- ▶ **Les technologies et les investissements de demain.**
- ▶ **Les régulations économiques à mettre en place pour favoriser le développement durable tout en promouvant une économie compétitive.**
- ▶ **L'évolution des comportements dans le cadre des politiques en faveur du développement durable.**
- ▶ **Les négociations internationales dans le domaine de l'environnement.**

■ Les technologies et les investissements de demain

Dans la concurrence économique mondiale que se livrent les différents pays, les investissements que nous réalisons aujourd'hui prépareront les produits industriels compétitifs dans l'économie décarbonée de demain : production d'électricité avec capture et stockage du CO₂, énergies renouvelables, biocarburants, transports collectifs du futur, tels sont quelques-uns des sujets sur lesquels nous nous pencherons :

- ▶ L'ensemble des pays sont conduits aujourd'hui à s'interroger sur l'**avenir de leur "mix énergétique"** : nous nous efforcerons de dégager les éléments techniques objectifs permettant d'éclairer ce débat à l'horizon 2030 - 2050. Un point particulier sera fait sur l'avenir du mix énergétique chinois et des travaux seront consacrés aux stratégies énergétiques allemandes.
- ▶ Les **biocarburants** auront un rôle majeur à jouer dans le processus de transition énergétique qui va toucher le secteur des transports européen (y compris le transport aérien) : quelles sont, en France et dans d'autres pays (Asie, Brésil, États-Unis notamment), les nouvelles stratégies de recherche et de production d'agrocultures du futur, qui permettront d'atteindre les objectifs en matière d'énergies renouvelables sans les effets négatifs des biocarburants de première génération ?
- ▶ Pour certains analystes, le XXI^{ème} siècle sera un "**âge d'or du gaz**" : que faut-il penser de cette affirmation ? Quelles conséquences emporte-t-elle, notamment pour la France ?
- ▶ Nous consacrerons également des travaux à la **coopération énergétique au sein du pourtour méditerranéen**, qui devra jouer un rôle structurant dans la coopération économique des pays concernés, ainsi qu'au **développement de l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne**.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



- ▶ Nous ferons également le point sur le dossier des **organismes génétiquement modifiés**, au vu notamment des dernières découvertes scientifiques sur le sujet (apparition de résistances chez les insectes ravageurs...).
- ▶ La forêt française est l'une des plus riches d'Europe, mais nous importons chaque année de grandes quantités de bois : comment **mieux gérer la biomasse et mieux tirer parti de son utilisation** ?
- ▶ Le déploiement de l'informatique est en train de modifier en profondeur les villes, que ce soit en termes de transports, de services, plus largement de mobilité : c'est l'avènement de la "**ville communicante**". Comment la ville de demain pourra-t-elle offrir de meilleures conditions de vie à ceux qui la peuplent ? Comment repenser réseaux et services à l'aune de la nouvelle donne numérique ?
- ▶ La **logistique urbaine** (fluviale, ferroviaire, "dernier kilomètre") fera également l'objet de réflexions.
- ▶ Alors que les signaux d'alarme se multiplient sur l'apparition de **bactéries multirésistantes aux antibiotiques**, nous ferons le point sur cet enjeu majeur de santé publique et proposerons des pistes d'action pour utiliser au mieux les médicaments et ouvrir de nouvelles pistes de recherche.
- ▶ Des travaux seront également consacrés aux **dernières avancées en matière de biotechnologies** et, en particulier, à l'ARN interférent, dont la découverte ouvre des perspectives thérapeutiques importantes.
- ▶ Nous tenterons de mettre en lumière les problèmes posés par la **sécurité des systèmes informatiques**.
- ▶ Un état des lieux sera consacré aux **applications possibles du graphène et des nanotechnologies du carbone**.
- ▶ Alors que l'actualité a montré à quel point une hygiène irréprochable est importante dans la préparation de nos aliments, nous nous interrogerons sur l'**alimentation et la santé** : faut-il aller plus loin dans la réglementation ou dans les autres politiques publiques – étiquetage, taxation, etc. ?
- ▶ Nous consacrerons des travaux aux **utopies et aux dystopies du développement durable**.
- ▶ Enfin, en collaboration avec le département Questions sociales, nous nous intéresserons à la question de la **lutte contre les nuisances sonores**, essentielle en termes de développement durable, d'urbanisme et de bien-être social.

■ Les instruments et régulations économiques

Quelles régulations économiques faut-il mettre en place pour favoriser le développement durable tout en promouvant une économie compétitive ? Comment modifier certains secteurs afin qu'ils soient économiquement plus efficaces en même temps que plus respectueux de l'environnement ?

- ▶ Nous consacrerons un groupe de travail à l'évaluation socioéconomique des investissements de transport, qui aura notamment pour ambition de redéfinir les différentes valeurs à utiliser dans le calcul socioéconomique (taux d'actualisation, prime de risque), dans la perspective de favoriser la croissance de long terme.
- ▶ Nous nous interrogerons sur les régulations qui assurent la sécurité des approvisionnements énergétiques français en matière de transport maritime de pétrole.
- ▶ Le département se penchera également sur les questions de tarification de l'électricité (tarification par tranches, heures pleines/heures creuses, notamment).
- ▶ Une étude sera consacrée au développement des "jeunes pousses" numériques en France, sur la base d'un travail comparatif mené en Californie : comment favoriser leur création et leur maintien sur le territoire national ?
- ▶ Nous consacrerons plusieurs études au thème de la ressource en eau, dans une perspective nationale (notamment gestion de l'eau) mais aussi plus globale (besoins en eau en France et dans le monde, influence du changement climatique).
- ▶ Nous nous efforcerons de quantifier le degré réel de rareté de certaines "terres rares", minerais dont les gisements connus seraient concentrés géographiquement.
- ▶ Dans la suite du rapport de 2010, nous actualiserons constats et recommandations pour déterminer les orientations qui pourraient être portées dans les négociations internationales relatives à la régulation des cessions d'actifs agricoles dans les PVD.
- ▶ Nous produirons une série de travaux sur le système ferroviaire allemand et le devenir du fret ferroviaire européen.
- ▶ Enfin, nous nous intéresserons à la question des différents modèles économiques du transport aérien dans les prochaines années.

■ L'évolution des comportements

Le comportement individuel peut influencer de manière notable le résultat des politiques menées en faveur du développement durable. Comment et jusqu'où la puissance publique doit-elle intervenir pour favoriser de tels comportements ?

- ▶ En collaboration avec HEC, nous nous interrogerons sur les politiques destinées à faire évoluer en France le comportement des citoyens dans le sens du développement durable.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



- ▶ En collaboration avec le CREDOC, nous consacrerons des travaux de comparaison internationale aux **obstacles de toute nature** – culturels, sociaux, budgétaires – au **développement de réflexes “verts” en matière d’économie d’énergie et de recyclage**.
- ▶ Enfin, nous ferons le point sur les **incitations comportementales aux économies d’énergie domestique** (rôle notamment des “compteurs intelligents”).

■ **Les négociations internationales et européennes en matière de développement durable, de changement climatique et de politique agricole**

Dans ce domaine, le travail du département sera consacré en 2012 à trois sujets d’actualité : deux décennies après le Sommet de la Terre, que peut-on espérer de “Rio+20” ? Quel pourrait être par ailleurs le contenu d’un nouvel accord mondial sur le changement climatique ? Enfin, dans la perspective de sa réforme en 2013, nous ferons le point sur les positions des différents pays européens sur la réforme de la politique agricole commune.

- ▶ À l’occasion de la conférence internationale “Rio+20”, nous dresserons le **bilan de vingt années de gouvernance mondiale du développement durable** : comment cheminer vers un nouveau système institutionnel ?
- ▶ Nous consacrerons une série de travaux aux **négociations internationales sur le changement climatique** : en particulier, comment avancer vers la création d’un accord climatique mondial véritablement efficace après la fin de la première période d’engagement du Protocole de Kyoto, fin 2012 ?
- ▶ Enfin, dans la perspective de la **réforme de la politique agricole commune**, nous réaliserons une étude comparée des positions des principaux pays européens sur ce sujet.

■ **Études**

Le département fera réaliser en 2012 des études sur :

- ▶ **L’agriculture biologique.**
- ▶ **L’Internet du futur.**
- ▶ **Les transferts de technologies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (technologies bas carbone).**

Économie Finances

Un programme de travail placé sous le signe d'une difficile sortie de crise, qui s'organise autour de trois thèmes principaux :

- ▶ **Les relations coopératives et non coopératives entre pays, et leurs conséquences sur les grands déséquilibres (*global imbalances*).**
- ▶ **La question de l'investissement : comment renouer avec la prise de risques et se projeter dans un avenir incertain (situation des entreprises, rôle de l'État, financement de la dynamique de croissance).**
- ▶ **Le "pilotage" de l'économie : recherche d'efficacité, mise en place d'incitations dans le domaine économique et social.**

■ Europe et monde : relations coopératives et non coopératives

La période de crise a renouvelé la compréhension du fonctionnement et des enjeux de l'économie mondiale : les transformations des rôles des différents pays s'accélèrent, parfois de façon inquiétante. C'est dans ce contexte que nous nous interrogerons notamment sur les cibles de convergence réelle au sein de l'Union européenne, la soutenabilité, dans l'avenir, de la croissance des grands pays émergents, les risques d'inflation ou les modalités de consolidation budgétaire :

- ▶ Nous consacrerons une série de travaux à la question de la **convergence réelle** en Europe : quelles sont les difficultés à résoudre ? Quelles doivent en être les modalités ? Nous ferons le point, vingt ans après les premiers débats, sur la question de la "zone monétaire optimale" et nous nous interrogerons sur le partage des rôles à mettre en place en Europe (fédéralisme budgétaire, fonds monétaire européen, convergence fiscale, outils communs de politique industrielle, de l'innovation et de la propriété intellectuelle).
- ▶ Nous passerons par ailleurs en revue **les différentes stratégies que l'Europe peut mettre en œuvre face aux déséquilibres mondiaux**, en dressant d'une part une cartographie des réponses possibles (orientation des investissements financiers et non financiers, rôle de l'OMC, réformes des réglementations des marchés financiers et dimension externe du marché intérieur de l'Union européenne...), en nous interrogeant d'autre part sur la capacité des grands émergents à tirer durablement la croissance mondiale. Un tableau de bord sur les déséquilibres, à partir des écarts constatés entre le prix des actifs et leurs fondamentaux, sera également réalisé.



- ▶ **Le couple inflation / déflation** sera étudié, au moment où le risque de “boucles” prix-salaires inflationnistes semble à nouveau se profiler, à cause notamment de la place prise par les BRICS dans la valeur ajoutée mondiale, de la hausse des prix des matières premières et de la tentation d’un financement des déficits par une “taxe d’inflation”.
- ▶ Des travaux seront consacrés aux **stratégies de consolidation budgétaire en Europe**.
- ▶ Nous assurerons un **suivi des négociations en vue de la conférence de l’OMC en 2013** (en collaboration avec le département Développement durable).
- ▶ Enfin, nous ferons le point sur **les stratégies capitalistiques des BRICS en Afrique** et examinerons la façon dont les évolutions politiques dans le Maghreb amènent à repenser **l’avenir économique de la Méditerranée**.

■ **Investir aujourd’hui : prise de risque par les entreprises, financement de la croissance et État investisseur**

Le comportement d’investissement des entreprises est conditionné par leur degré d’acceptation du risque : c’est un point essentiel, qui gouverne les décisions d’emploi, la R & D ou le développement commercial, notamment à l’international. De même, il semble important de faire le point sur les modalités de financement de l’économie (et notamment l’impact de la réglementation prudentielle). Enfin, de quelle(s) “doctrine(s)” l’État investisseur doit-il se doter pour piloter les outils dont il dispose ?

- ▶ Tout investissement consiste à ordonner aujourd’hui une dépense en vue d’un accroissement incertain de valeur demain : une certaine aversion au risque est donc un réflexe naturel des entreprises, mais elle peut avoir pour conséquence de réduire le dynamisme du sentier de croissance. Nous nous interrogerons sur **les leviers de politique économique permettant d’encourager la prise de risque des entreprises**, notamment en favorisant des implantations internationales. “L’entrepreneuriat” sera à ce propos étudié comme archétype de la prise de risque.
- ▶ Le département mènera un exercice de comparaison internationale des **aides à l’exportation et à l’internationalisation**, et de leurs conséquences.
- ▶ Nous aborderons également la question de la **valorisation de la R & D** à la lumière du nouveau paysage issu des réformes récentes (création des sociétés d’accélération du transfert technologique et des consortiums de valorisation thématiques, création de France Brevet et des Instituts de recherche technologique, augmentation des moyens mis à disposition des Instituts Carnot).

- ▶ La question de l'organisation du *private equity* en France et dans l'Union européenne sera abordée : nous nous pencherons sur la rentabilité réelle du secteur en France. Nous nous intéresserons également aux stratégies de *build up* (rapprochement d'entreprises en vue d'une optimisation des coûts et de la taille critique) : pourraient-elles contribuer à développer le nombre des entreprises de taille intermédiaire (ETI) ?
- ▶ Nous nous pencherons par ailleurs sur la question de l'État investisseur, en poursuivant les travaux entamés en 2011 avec le Commissariat général à l'investissement et en menant une comparaison internationale des pratiques en la matière.
- ▶ Enfin, nous ferons le point sur l'évolution du financement de l'économie par les banques au cours de la crise : la liquidité apportée par la structure des placements des ménages et l'action des banques centrales se retrouve-t-elle dans le financement des entreprises ? Comment rétablir des circuits de financement à long terme de nos économies ?

■ “Pilotage” de l'économie : nouvelles technologies, changements organisationnels et dépenses publiques

Les outils de pilotage dont dispose l'État aujourd'hui doivent permettre à la fois une efficacité maximale des politiques et une meilleure gestion des dépenses publiques.

- ▶ Nous mènerons un exercice de comparaison internationale en matière de **dépenses publiques**, fondé principalement sur l'Allemagne et un certain nombre d'autres pays dont les évolutions ont été particulièrement significatives.
- ▶ Nous ferons le point sur la question des “biens publics européens” et les possibilités de **mutualisation de dépenses publiques européennes** dans des secteurs à fortes externalités ou intensifs en capital, particulièrement stratégique dans un contexte de consolidation budgétaire, à l'heure de la négociation du prochain cadre financier européen (2014-2020).
- ▶ Un **outil d'aide à l'évaluation fiscale** facile d'accès sera mis à la disposition des décideurs politiques et économiques, du monde de la recherche et plus généralement du grand public.
- ▶ En ce qui concerne l'**architecture des prélèvements sociaux**, on étudiera l'incidence globale des cotisations sociales en proposant différents scénarios de réforme visant à baisser le poids des cotisations sociales sur les salaires (à financement de la sécurité sociale inchangé), en mettant en évidence leur impact distributif et les effets macroéconomiques attendus en termes d'offre et de demande de travail.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



- ▶ Nous poursuivons les travaux sur le **logement** commencés en 2011, en nous focalisant sur la question de l'urbanisation : en particulier, quelles sont les conséquences, en matière de croissance et d'environnement, d'un plus ou moins grand étalement urbain ?
- ▶ Dans un contexte de surproduction de déchets socialement et environnementalement coûteux, nous réfléchissons aux politiques qui pourraient être mises en œuvre pour mieux inciter les entreprises à **réduire les emballages** (elles n'intègrent en effet pas forcément dans leurs choix de *packaging* le coût de la prise en charge des déchets).
- ▶ Enfin, nous actualiserons une série de travaux récurrents du département, notamment le **tableau de bord de l'attractivité de la France** (avec l'AFII) et la note sur les "secteurs porteurs" (en collaboration avec le département Travail Emploi).

■ Études

Le département fera réaliser en 2012 des études sur :

- ▶ La valorisation de la R & D dans les entreprises (comparaison internationale).
- ▶ Les conséquences des récentes réformes de la réglementation prudentielle (Bâle 3, Solva 2, Dodd-Franck Act).
- ▶ L'épargne et les besoins de financement des entreprises.

Questions sociales

Un programme de travail bâti autour de trois axes principaux, chacun portant une forte dimension de comparaison internationale :

- ▶ **L'amélioration de la couverture des risques sociaux.**
- ▶ **La promotion de la cohésion sociale et la réponse aux questions sociétales.**
- ▶ **La modernisation des institutions et administrations œuvrant dans le domaine des politiques sociales.**

Les acteurs des politiques sociales sont aujourd'hui confrontés à une équation complexe : alors que les marges de manœuvre se raréfient, la demande sociale pour une couverture des risques reste forte – d'où la nécessité de s'engager dans la voie de l'"investissement social", qui consiste à chercher à prévenir les risques avant qu'ils ne se concrétisent. Ce défi s'inscrit en outre dans une situation d'évolutions sociales profondes, comme en témoignent par exemple l'évolution des modes de vie familiaux, les nouvelles attentes des jeunes et naturellement le vieillissement de la population.

■ Risques sociaux et politiques publiques

Deux enjeux majeurs sous-tendent le travail du département en ce qui concerne la modernisation de la couverture des risques sociaux : notre capacité d'une part à orienter les prestations et les services vers des dépenses qui préparent l'avenir (c'est la raison pour laquelle figurent ici des sujets ayant trait à l'éducation), et d'autre part à apporter des réponses aux nouveaux besoins sociaux.

Nous centrerons naturellement nos travaux sur la situation de la France, mais mènerons également une analyse sur un sujet encore peu défriché et destiné à prendre de l'importance, celui de la couverture des risques sociaux, dans le cadre de systèmes de plus en plus structurés, au sein des grands pays émergents (BRICS) :

• Famille

- ▶ Le département se penchera sur la question de l'**accueil du jeune enfant** (avant sa scolarisation), à l'occasion de la publication des actes du colloque tenu en 2011, mais aussi sur l'**accueil périscolaire des enfants de trois à douze ans**, central en termes d'épanouissement de l'enfant et de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle des parents.
- ▶ Nous étudierons également, dans une perspective de comparaison internationale, l'**impact des recompositions familiales sur les politiques publiques** : logement, fiscalité, soutien aux familles monoparentales, etc.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



- ▶ Le thème de la **paternité** fera l'objet d'une étude : quelle est la réalité de son évolution, comment les politiques publiques peuvent-elles l'accompagner ?

• Santé

- ▶ À la frontière des enjeux de qualité, de maîtrise des dépenses et de répartition des rôles entre les différents acteurs, nous consacrerons une étude à la **dispensation du médicament** (distribution, suivi des prescriptions, prévention des mauvais usages, pratique croissante de l'automédication...).
- ▶ Les **pratiques médicales non conventionnelles** (ostéopathie, acuponcture, homéopathie, sophrologie...) feront également l'objet d'une comparaison internationale (qui englobera les pays émergents).
- ▶ Nous consacrerons une note à la **libre circulation des professionnels de santé**, aussi bien au sein de l'Union européenne qu'entre les pays de l'UE et leurs voisins.
- ▶ À l'heure où la "**protocolisation**" des soins se développe, nous nous pencherons sur la question de son évaluation et du juste compromis à trouver entre le respect du protocole et l'autonomie des professionnels concernés.
- ▶ Enfin, la **médecine prédictive**, qui pose de multiples questions (enjeu médical, responsabilisation des patients, assurance, enjeux éthiques...) sera également abordée.

• Dépendance et handicap

- ▶ Les **métiers de la dépendance** feront l'objet d'une note : quelles sont les aspirations et les contraintes de ces professionnels ? Comment mieux les accompagner ?
- ▶ La **scolarisation des enfants handicapés** sera abordée sous un angle international.

• Logement

- ▶ Nous mènerons une analyse comparée des **droits et devoirs respectifs des bailleurs (publics et privés) et des locataires** dans différents pays européens.

• Éducation

- ▶ Le **mal-être scolaire** sera abordé sous l'angle des politiques à mettre en place pour lutter contre ses manifestations (incivilités, phobie scolaire, harcèlement, prévention des dépressions).
- ▶ Dans un travail consacré à "**l'éducation hors l'école**", nous ferons le point sur le développement de l'ensemble des formes d'apprentissage complémentaires à l'Éducation nationale : tutorat, "cordées de la réussite", montée en puissance du secteur privé dans le soutien scolaire, Internet, groupes d'entraide entre parents...
- ▶ Nous mènerons un **travail d'analyse des pays comparables à la France et obtenant les meilleurs résultats au regard des évaluations internationales**.
- ▶ Nous étudierons l'impact que peut avoir, sur la progression des élèves, **l'utilisation de différentes techniques d'évaluation de leur travail** (notes ou absence de notes, contrôle continu ou examen final, prise en compte de facteurs extrascolaires, diplôme de fin d'étude...).

■ Lien social, “vivre ensemble” et questions de société

L'approche sera ici transversale : comment articuler les différentes politiques pour répondre de manière optimale aux enjeux de la politique de la ville, aux nouveaux besoins sociaux exprimés par la jeunesse, et au développement des politiques culturelles ?

• Politique de la ville et politique urbaine

Les réformes récentes concernant la politique de la ville feront l'objet d'une comparaison internationale. Cette dernière permettra de porter un autre regard sur les questions récurrentes posées dans le débat français : faut-il “cibler” les territoires ou les habitants ? Quel équilibre entre politiques de reconnaissance, de redistribution ou de “normalisation” ? Ces travaux s'appuieront notamment sur la valorisation des études commandées par le Centre concernant les indicateurs de la politique de la ville en Europe et l'évaluation des programmes de rénovation urbaine aux États-Unis.

• Éthique

- ▶ Dans la société de la performance qui est la nôtre, la question du “dopage au quotidien” prend de l'ampleur, que ce soit à l'école, au travail ou dans les loisirs. Quel est l'état de la question, et quelles politiques publiques sont-elles mises en œuvre, en France et à l'étranger ?
- ▶ Nous mènerons une analyse comparée des législations encadrant la protection des données personnelles (cyberprotection), et ferons le point sur l'amélioration des services associés à la montée en puissance du traitement informatique.

• Jeunesse

- ▶ Alors qu'enfants et adolescents sont aujourd'hui la “cible” de messages naguère réservés aux adultes (publicités, produits et services), la question se pose de savoir s'il faut et comment réguler ces pratiques commerciales.
- ▶ La génération née entre 1980 et 1995 est celle des “digital natives”, qui ont grandi avec le numérique : nous consacrerons des travaux à cette “Génération Y” – quelles sont ses attentes, notamment en termes de prestations, de services, d'éducation, d'organisation du travail, etc. ?
- ▶ Un rapport sera consacré par le département, en collaboration avec le département Travail Emploi et le département Économie Finances, à la question des étudiants : logement, santé, participation à la vie publique, insertion professionnelle.

• Sport et politiques sociales

Le département s'intéressera dans ce domaine à la question du sport et de l'entreprise.

• Culture et politiques sociales

Nous ferons le point, notamment, sur les politiques d'accès à la culture, qu'elles soient “descendantes” (développer l'accès à la culture de publics qui en sont éloignés) ou “montantes” (reconnaissance des “arts de la rue”, etc.). Un focus sera effectué sur les liens entre la culture (et l'offre culturelle) et la croissance. Le thème de la décentralisation culturelle sera abordé notamment au travers d'une comparaison avec l'Allemagne.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



• Neurodroit

Dans le prolongement du rapport paru en 2011, nous consacrerons des travaux à la façon dont les différents acteurs se saisissent du sujet du neurodroit, en collaboration avec la revue *Philosophie et Théorie du Droit*.

• Philanthropie d'entreprise

Là encore, ce thème sera abordé dans une perspective internationale : de plus en plus d'entreprises, grandes mais aussi moyennes, développent une activité philanthropique, en France et à l'étranger. Que trouvent-elles dans cet engagement ? Comment ce mouvement peut-il accompagner une modernisation de l'État social ?

• Prévention de la solitude

Au-delà de la dimension sociologique de la question, nous chercherons à établir les liens entre solitude et gestion des risques sociaux (par exemple en ce qui concerne l'entrée dans la dépendance qui est, on le sait, accélérée par la solitude).

■ Institutions et administrations sociales

La clé de voûte des réformes évoquées jusqu'ici dans le domaine social, c'est la modernisation du fonctionnement des institutions et de l'administration : trois décennies après les lois de décentralisation, quels en sont le bilan et les perspectives en ce qui concerne la répartition des compétences sociales ? Comment l'administration peut-elle poursuivre sa modernisation ?

- ▶ Nous poursuivrons un travail commun avec la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) autour des **acteurs de la cohésion sociale** : bilan de trente ans de décentralisation, lutte contre l'exclusion sociale, rôle des entreprises dans la promotion de la diversité, rôles respectifs des élus, des dirigeants et des travailleurs sociaux, "dialogue civil" (usagers, acteurs associatifs, puissance publique), avenir de la décentralisation des politiques sociales.
- ▶ À la suite de travaux menés en 2008, nous nous interrogerons sur le **paiement des prestations sociales "à bon droit"**, qui englobe à la fois les dimensions de lutte contre la fraude et de prévention des mauvais paiements (qui peuvent venir d'erreurs de l'utilisateur comme de l'administration).
- ▶ Nous ferons le point sur l'**accès aux services de banque et d'assurance pour les personnes souffrant de maladies graves et chroniques** (difficulté d'accès, mesures de régulation).
- ▶ Enfin, un **panorama des questions sociales** recensera l'ensemble des faits marquants repérés à l'étranger par le département durant l'année 2011 : au travers de tendances parcellaires ou pointillistes, il s'agira de s'essayer à trouver des évolutions de fond qui se font jour dans le domaine social.

■ Études

Le département fera réaliser en 2012 des études sur :

- ▶ **Le vieillissement et le cadre de vie.**
- ▶ **Les transferts financiers entre générations.**
- ▶ **Les politiques d'accès à la culture** (comparaison internationale).

Travail Emploi

Dans le contexte actuel marqué par une difficile sortie de crise et la persistance du chômage, le département centrera son travail autour de six thèmes :

- ▶ **Le fonctionnement du marché du travail.**
- ▶ **La compétitivité et l'emploi.**
- ▶ **Les nouveaux modes d'action de la politique de l'emploi et du travail.**
- ▶ **L'impact des technologies de l'information et de la communication sur le champ du travail et de l'emploi.**
- ▶ **Les approches sectorielles et par métiers.**
- ▶ **Les prochains enjeux de l'enseignement supérieur.**

■ Le fonctionnement du marché du travail

L'impact de la crise sur l'emploi a mis en évidence ou fait évoluer certains modes de gestion de la main-d'œuvre, ce qui amène à s'interroger sur les déterminants et les conséquences de ces évolutions :

- ▶ Nous mènerons un travail de comparaison sur les ajustements de l'emploi pendant la crise et ses perspectives, dans le contexte d'une grande hétérogénéité des dynamiques de l'emploi et du chômage dans l'Union européenne.
- ▶ Nous nous intéresserons à l'influence du "modèle d'emploi" en France sur la capacité de résilience de notre pays dans une crise (effets d'hystérèse).
- ▶ Au-delà de la seule distribution entre CDD et CDI, nous affinerons l'analyse de la segmentation du marché du travail en France, en identifiant les différents déterminants de la qualité de l'emploi (analyse des trajectoires individuelles, en lien notamment avec les caractéristiques des entreprises).
- ▶ Après avoir traité des procédures individuelles (note sur la rupture conventionnelle en 2010), nous ferons le point, dans une perspective internationale, sur la procédure de licenciement collectif pour motif économique.



- ▶ Nous nous pencherons également sur les **nouvelles approches en matière de contrôle de la recherche d'emploi** (offre raisonnable d'emploi ou insuffisance de recherche d'emploi ? Lutte contre la fraude ou motivation à la recherche d'emploi ?).
- ▶ Nous étudierons par ailleurs, dans une perspective professionnelle et sectorielle, le thème de la **mobilité professionnelle des seniors**, avec des éclairages européens.
- ▶ À la suite de la réforme de la formation professionnelle de 2009, nous tirerons un premier bilan de la construction du **service public de l'orientation tout au long de la vie**, en lien avec la Délégation interministérielle à l'orientation.

■ **Compétitivité et emploi**

Cet enjeu sera abordé à la fois sous l'angle de la compétitivité-prix (quelle en est l'évolution dans les pays émergents et quel impact a-t-elle sur l'emploi et les salaires en France ?) et de la compétitivité hors prix (sous l'angle du capital organisationnel de l'entreprise, au travers d'une comparaison entre la France et l'Allemagne) :

- ▶ Nous étudierons, en collaboration avec le département Économie Finances, l'impact de l'**augmentation rapide des salaires dans les grands pays émergents**.
- ▶ Le département Travail Emploi analysera également dans quelle mesure un **socle de droits sociaux minimaux** est en train de se construire à l'échelle mondiale, alors que les espaces sociaux nationaux se sont jusqu'ici caractérisés par une très grande hétérogénéité des normes de travail.
- ▶ Au-delà des écarts de compétitivité-prix, nous mènerons, là encore en lien avec le département Économie Finances, un **travail de comparaison entre la France et l'Allemagne en ce qui concerne le rôle du capital immatériel – ressources humaines, gouvernance, organisation du travail, innovation notamment – dans la compétitivité des entreprises**.

■ **Politique de l'emploi et du travail : de nouveaux modes d'action**

À la suite du travail entamé en 2011 (rapport "Le travail et l'emploi dans vingt ans"), nous continuerons le repérage et l'évaluation des expériences innovantes en matière de politique de l'emploi et du travail, et étudierons les conditions d'évolution du modèle de régulation sociale en France qui laisseraient une plus grande place à la négociation :

- ▶ Nous étudierons le développement des **dispositifs individuels** dans les politiques d'emploi dans un certain nombre de pays européens.
- ▶ Nous mènerons également une étude sur le **thème du micro-crédit et de l'emploi** (bilan des emplois créés, type d'emplois créés, modalités du développement de ce type d'intervention en France).
- ▶ Nous décrypterons un certain nombre de campagnes gouvernementales de communication menées dans des pays étrangers dans le champ du travail et de l'emploi.

■ **L'impact des TIC dans le champ du travail et de l'emploi**

Nous poursuivrons les travaux entamés dans le cadre du rapport "Le travail et l'emploi dans vingt ans", qui a montré l'importance des facteurs technologiques dans les évolutions passées et à venir, et engagerons la réflexion transversale menée sur l'"agent public 2.0" (voir ci-après),

- ▶ Nous consacrerons une étude à l'**influence des nouveaux outils de communication** (internet, réseaux sociaux, blogs...) sur le **syndicalisme et la représentation collective des salariés** : droit des salariés à utiliser les TIC sur le lieu de travail à des fins collectives, impact de ces outils sur le syndicalisme et opportunités éventuelles à saisir pour améliorer la représentation collective.
- ▶ Nous ferons un point d'étape sur les problématiques et sur le développement de la pratique du télétravail en France.

■ **Approches sectorielles et par métiers**

Le département mène, chaque année ou selon un cycle pluriannuel, d'importants travaux de prospective et de prévision d'emploi à moyen terme par secteur et par métiers :

- ▶ 2012 verra la publication du rapport "**Les métiers en 2020**" ("PMQ IV"), prospective des métiers et des qualifications à l'horizon 2020, accompagnée de documents d'appui méthodologique à la prospective régionale et sectorielle et d'une déclinaison par territoires.
- ▶ Nous publierons également, en collaboration avec la DARES, la note sur "**les métiers en 2011**" et actualiserons notre travail sur "**les secteurs porteurs**".
- ▶ Nous mènerons enfin un travail de **prospective sectorielle du secteur de la construction et des activités immobilières**, à la lumière notamment des évolutions sociétales et des exigences environnementales en la matière.



■ Les prochains enjeux de l'enseignement supérieur

Nous nous interrogerons, après les réformes structurelles très importantes de ces dernières années, sur le paysage universitaire qui est en train de se dessiner et les nouveaux enjeux qui en découlent, aussi bien en termes d'organisation institutionnelle qu'en ce qui concerne l'avenir des acteurs concernés :

- ▶ Un premier thème de travail, mené conjointement avec la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de l'Insertion professionnelle (DGESIP), portera sur le **paysage universitaire en France à l'horizon 2020** : quelles sont les grandes orientations qui guideront la construction de la carte des formations supérieures ? Quelles seront les grandes tendances nationales et internationales de l'Université, dans un contexte de compétition mondiale entre les établissements, de développement de la mobilité internationale des études et de demande accrue de professionnalisation ? Comment s'organisent aujourd'hui les systèmes de recherche dans différents pays, notamment européens et anglo-saxons ?
- ▶ La France s'est fixé des objectifs ambitieux de **croissance du nombre de diplômés du supérieur** : l'un des moyens pour y parvenir est certainement de repenser les cycles pré-Bac et post-Bac, avec une articulation renforcée entre le lycée et l'université.
- ▶ Enfin, à l'heure où l'attractivité de notre Université constitue l'un des défis que nous devons relever, nous proposerons quelques pistes pour **attirer en France les meilleurs étudiants étrangers**.

■ Études

Le département fera réaliser en 2012 des études sur :

- ▶ **Les dynamiques à l'œuvre dans les parcours professionnels des hommes et des femmes très qualifiés** (façon d'éclairer de manière originale la problématique connue sous le nom de "plafond de verre").
- ▶ **Les mécanismes complémentaires, alternatifs ou dérogatoires à la négociation d'accords collectifs avec les syndicats dans les entreprises.**
- ▶ **Les plans de formation des entreprises.**

Questions transversales

■ “Agent public 2.0”

L'essor des outils numériques crée des changements profonds dans le travail des administrations tout comme dans les attentes des usagers : pour répondre aux nouvelles exigences que fait naître l'administration en ligne (rapidité, proximité, personnalisation...), les agents publics sont amenés à modifier leurs méthodes de travail et à repenser leurs relations avec des usagers qui agissent de plus en plus en consommateurs de services. Le Centre d'analyse stratégique mènera en 2012 un projet coopératif entre plusieurs départements. Centré sur des comparaisons internationales, cet exercice abordera deux thèmes principaux :

- ▶ **Le métier de l'agent public à l'ère du numérique** : quels sont les changements provoqués par les nouvelles technologies dans la conduite des missions des agents publics : méthodes de travail (groupe de projets, travail en équipe, télétravail...), modes de communications et de traitement de l'information (réseaux, gestion et confidentialité des informations), organisation du temps de travail, nouveaux modes managériaux ?
- ▶ **Les relations entre l'État et ses usagers** : la dématérialisation et la simplification des démarches apportées par l'Internet (télédéclaration, guichets électroniques, personnalisation du lien...) changent la nature et la qualité du service public. Comment développer des outils de plus en plus personnalisés et interactifs ? Quels sont les gains de productivité dont peut bénéficier la fonction publique, grâce à la généralisation des outils numériques, tout en préservant la qualité du service rendu ? Enfin, un travail spécifique portera sur les administrations sociales qui, désormais, “vont vers” les usagers plus qu'elle ne les “attendent”, ceux-ci étant par ailleurs invités à entrer dans une logique de “coproduction” des services – une évolution qui permet de redéfinir l'équilibre entre droits et devoirs sociaux.

■ Mondialisation

Le Groupe d'analyse de la mondialisation (GAM) proposera au public quatre événements au cours de l'année :

- ▶ La “désoccidentalisation” du monde.
- ▶ Banques et stabilité financière dans la mondialisation.
- ▶ L'émergence de l'Afrique sub-saharienne dans la mondialisation.
- ▶ Ainsi qu'un dernier sujet, qui reste à choisir parmi les suivants : Inégalités et mondialisation / Protection des droits : un défi pour les pays émergents dans la mondialisation / La cybermondialisation.

■ Réseau interministériel de veille et de prospective (RIVP)

Le Réseau interministériel de veille et de prospective, coordonné par le Centre d'analyse stratégique, s'attache à développer les collaborations entre les services ministériels dédiés à la prospective. Les résultats de ses travaux sur les conséquences du basculement de l'économie mondiale vers l'Asie seront présentés en 2012, sous la forme de fiches thématiques traitant d'un grand nombre d'aspects du phénomène (aspects économiques, sociaux, scientifiques, environnementaux...)

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012

■ Colloques

Une série de colloques internationaux et de séminaires rythmera le travail du Centre d'analyse stratégique en 2012.

Tout au long de l'année, nous poursuivrons notre série de "kiosques" avec le Conseil national des villes, centrés cette année sur "Les grands enjeux de la politique de la ville". Des séminaires d'experts seront réunis autour de la question de "L'enseignement supérieur", en collaboration avec la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de l'Insertion professionnelle : ce cycle s'achèvera par un colloque à la Sorbonne sur "Les universités et la mondialisation". Comme en 2011, des "Rendez-Vous du CAS" mensuels accueilleront les auteurs d'ouvrages particulièrement significatifs dans les champs couverts par notre activité.

Au premier semestre, un colloque sera consacré à "L'agent public 2.0". Trois rencontres seront organisées autour d'enjeux environnementaux : "La Société civile et "Rio+20"" (en collaboration avec le ministère de l'Écologie et le Conseil économique, social et environnemental), "Les Financements innovants du développement durable" et "Les utopies et les dystopies du développement durable". Dans le domaine économique, nous organiserons, en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer (Berlin), la conférence "Entreprise et innovation". Sont prévus des séminaires ouverts sur la question du logement et sur le thème du "neurodroit". Un cycle de six conférences sera proposé sur "La cohésion sociale par ses acteurs", en collaboration avec la Direction générale de la Cohésion Sociale. Dans le champ du travail et de l'emploi, nous organiserons un séminaire sur "Les ajustements de l'emploi pendant la crise". La publication du rapport PMQ IV sera l'occasion d'un colloque sur "Les métiers en 2020". Enfin, nous organiserons à Bruxelles, en collaboration avec la Commission européenne et la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, un colloque sur "La mobilité".

Au second semestre, la rentrée verra la troisième édition de notre colloque économique international. Un événement est également prévu sur "Les convergences réelles en Europe" et sur "L'évolution de la compétitivité-prix dans les pays émergents et l'émergence d'une protection sociale dans les BRICS". Un séminaire fera le point sur la mesure du "bien-être" et les avancées observées dans certains pays trois ans après la publication du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. En partenariat avec l'université de Strasbourg, un *workshop* européen se tiendra à Strasbourg sur la gouvernance multi-niveaux des dépenses publiques en Europe. Dans le domaine social, un séminaire ouvert traitera de "L'évolution des modes de vie familiaux : quels impacts sur les politiques publiques ?", avec le Haut Conseil de la Famille (HCF), tandis qu'un séminaire sur les questions de santé sera organisé avec le Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie (HCAAM). En collaboration avec la Commission européenne sera organisé un séminaire sur "La philanthropie d'entreprise". Enfin, dans le domaine du travail et de l'emploi, un séminaire ouvert sera consacré au télétravail.

Plus d'infos sur www.strategie.gouv.fr

■ **Contacts :**




Vincent Chriqui, Directeur général
vincent.chriqui@strategie.gouv.fr
Tél : 01 42 75 60 25

Pierre-François Mourier, Directeur général adjoint
pierre-francois.mourier@strategie.gouv.fr
Tél : 01 42 75 61 17

■ **Contact Presse :**

Jean-Michel Roullé, Responsable de la Communication
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr
Tél : 01 42 75 61 37 - Port. : 06 46 55 38 38

Retrouvez les dernières actualités du Centre d'analyse stratégique sur :

-  www.strategie.gouv.fr
-  [centredanalysestrategique](https://www.facebook.com/centredanalysestrategique)
-  [@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique. Il préfigure, à la demande du Premier ministre, les principales réformes gouvernementales. Il mène par ailleurs, de sa propre initiative, des études et analyses dans le cadre d'un programme de travail annuel. Il s'appuie sur un comité d'orientation qui comprend onze membres, dont deux députés et deux sénateurs et un membre du Conseil économique, social et environnemental. Il travaille en réseau avec les principaux conseils d'expertise et de concertation placés auprès du Premier ministre : le Conseil d'analyse économique, le Conseil d'analyse de la société, le Conseil d'orientation pour l'emploi, le Conseil d'orientation des retraites, le Haut Conseil à l'intégration.

www.strategie.gouv.fr